

Convention collective

**IDCC : 8542. – SECTEUR DE LA PRODUCTION AGRICOLE
(Vienne)
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(Vienne et Deux-Sèvres)
(23 décembre 1999)**

(Étendue par arrêté du 26 juin 2000,
Journal officiel du 13 juillet 2000)

AVENANT N° 54 DU 8 JANVIER 2019

NOR : *AGRS1997203M*

IDCC : 8542

Entre :

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de la Vienne FNSEA 86 ;

Syndicat professionnel des entrepreneurs des territoires de la Vienne EDT 86 ;

Fédération départementale des CUMA de la Vienne FDCUMA 86,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT de la Vienne ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT des Deux-Sèvres ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 36 de la convention est complété par les dispositions suivantes :

« Les taux des salaires horaires ainsi que le salaire mensuel pour les catégories professionnelles prévues à l'article 15 de la convention collective sont ainsi fixés :

Article 36

Salaire horaire

(En euros.)

NIVEAUX	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau I	10,03	1 521,25
Niveau II. – Échelon 1	10,31	1 563,72
Niveau II. – Échelon 2	10,39	1 575,85

NIVEAUX	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau III. – Échelon 1	10,61	1 609,22
Niveau III. – Échelon 2	10,73	1 627,42
Niveau IV. – Échelon 1	11,09	1 682,02
Niveau IV. – Échelon 2	11,74	1 780,61

L'article 6 de l'annexe I de la convention est complété par les dispositions suivantes :

« ANNEXE I

Article 6

Détermination des salaires

Les valeurs sont les suivantes :

(En euros.)

Groupe 1	3 384,00
Groupe 2	2 841,00
Groupe 3	2 319,00

Article 2

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 3

Les partenaires sociaux manquent de données d'état des lieux sur l'égalité de traitement des rémunérations entre les femmes et les hommes.

Ils demandent aux organismes ad hoc les données en matière d'écart de rémunération.

Article 4

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Mignaloux-Beauvoir, le 8 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)